

PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE
Arrêté n°2022/02515

Réf: 3F
NUMERO DE DOSSIER 200377200201

**SUSPENSION DU PERMIS DE CONDUIRE
SUIVANT UNE PROCEDURE DE RETENTION**

LA PREFETE DU VAL-DE-MARNE

- Vu le code de la route, notamment les articles L.121-5, L.224-1, L.224-2, L.224-6 et L.224-9, R.221-13 à R.221-14-1, R.224-4, R.224-12 à R.224-17 et R.224-19-1, R.413-14 ;
- Considérant que Monsieur OMOMBO LOSHIMA DANIEL, né le 11/06/1985 à KINSHASA (CONGO), demeurant 5 Avenue Antoine de Saint Exupéry 77000 MELUN a fait l'objet le 15/07/2022 à 23h46 sur la commune de CHAMPIGNY SUR MARNE : Autoroute A4 sens Paris-Provence PR 09,700 ;
- d'une mesure de rétention de son permis de conduire pour avoir commis une infraction punie par le code de la route de la peine complémentaire de suspension du permis de conduire
- Considérant que le titulaire du permis de conduire susmentionné a commis un dépassement de 40 km/h ou plus de la vitesse maximale autorisée établi au moyen d'un appareil homologué (vitesse autorisée : 90km/h / vitesse retenue : 132km/h), dans les conditions définies aux articles R.413-1 et suivant du code de la route;
- Considérant le danger grave et immédiat que représente le conducteur en infraction pour la sécurité des usagers de la route, de ses éventuels passagers et de lui-même.

ARRÊTE :

Article 1er - La validité du permis de conduire de OMOMBO LOSHIMA DANIEL délivré le 12/08/2020 sous le n°200377200201 par M. LE PREFET DE SEINE ET MARNE est suspendue pour une durée de 3 mois à compter de la date de retrait du titre.

Article 2 - La présente décision cessera d'avoir effet si le titulaire du permis de conduire fait l'objet d'une nouvelle mesure administrative portant restriction du droit de conduire.

Article 3 - La présente décision cessera également d'avoir effet lorsque sera exécutoire une décision judiciaire prononçant pour la même infraction une mesure restrictive du droit de conduire. Elle sera considérée comme non avenue en cas d'ordonnance de non-lieu ou de jugement de relaxe ou lorsque sera exécutoire une décision judiciaire ne prononçant pas effectivement pour la même infraction de mesure restrictive du droit de conduire. Ces dispositions ne sont pas applicables en cas de paiement de l'amende forfaitaire.

Article 4 - Avant la fin de la mesure de suspension du permis de conduire prévue à l'article 1er, le titulaire du permis de conduire se soumet à une visite médicale devant un médecin agréé pour prononcer un avis sur l'aptitude médicale à la conduite. A défaut, le permis demeure suspendu à l'issue de la mesure, jusqu'à ce qu'une décision d'aptitude médicale soit rendue.

Article 5 - La présente décision sera communiquée à :
- M. le Procureur de la République à CRETEIL.

A CRETEIL le 18/07/2022 à 16h32
POUR LA PREFETE ET PAR
DELEGATION



2D-DOC

Date de notification ___/___/___

Permis retiré le ___/___/___

Date à partir de laquelle l'intéressé pourra obtenir un titre de conduite (1) : ___/___/___

Pour la Préfète et par délégation,
le Chef du Bureau de la réglementation
et de la sécurité routières


Firmin GOMEZ

Envoi d'une copie au service notificateur le : __/__/____(2)

Observations éventuelles du service préfectoral :

Transmission d'une copie au Parquet le : __/__/____(2)

(1) Sous réserve de la décision judiciaire à intervenir

(2) A compléter par le service préfectoral le cas échéant

INFORMATION RELATIVE AUX VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision administrative, il vous appartient d'introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

Par ailleurs, vous pouvez présenter un recours administratif, soit auprès de l'autorité qui a pris l'acte (recours gracieux), soit auprès du Ministre de l'intérieur/Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (recours hiérarchique). Toutefois, pour conserver la possibilité d'introduire ultérieurement un recours contentieux, il convient que vous présentiez votre recours administratif dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

Une copie de la présente décision doit être jointe à votre requête, afin de faciliter son traitement.

Les recours contre la présente décision, indiqués ci-dessus, n'ont pas d'effet suspensif.

INFORMATION RELATIVE A LA RESTITUTION DES DROITS DE CONDUIRE ET SUR L'ECHANGE DE PERMIS DE CONDUIRE

En application des articles R.221-13 et suivants du code de la route, vous devez vous soumettre à **une visite médicale devant un médecin agréé**. A défaut, votre permis de conduire sera suspendu jusqu'à ce qu'une décision d'aptitude médicale soit rendue par le Préfet, après avis médical émis par le médecin agréé. Il vous appartient de prendre rendez-vous un mois avant la fin de la mesure.

Pour le rendez-vous, vous devrez vous munir d'un certain nombre de documents :

- o la notification de l'arrêté et le présent arrêté,
- o une pièce d'identité en cours de validité,
- o le mél de confirmation de votre rendez-vous,
- o le questionnaire médical disponible sur le site de la préfecture

Des examens supplémentaires pourront également être prescrits.

A l'issue de ce rendez-vous, si un avis favorable d'aptitude à la conduite est rendu, il vous appartiendra de solliciter un nouveau titre de conduite en vous connectant sur l'espace conducteur ANTS: <https://permisdeconduire.ants.gouv.fr>. L'avis médical devra être joint à votre demande.